

20211022 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/35936/a-calais-la- greve-de-la-faim-dun-petre-jesuite-et-de-deux-militants-continue>

Actualités



À Calais, le 11 octobre 2021, un prêtre et deux militants ont entamé une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie des migrants. Crédit : Capture d'écran Youtube

À Calais, la grève de la faim d'un prêtre jésuite et de deux militants continue

Par [Charlotte Boitiaux](#) Publié le : 22/10/2021

Depuis le 11 octobre, ils ne mangent ni n'avalent rien, à part de l'eau. Le prêtre jésuite Philippe Demeestère et deux autres militants associatifs ont entamé une grève de la faim pour réclamer l'arrêt des maltraitements des migrants de Calais. Onze jours plus tard, les récentes annonces du préfet n'ont pas suffi à mettre fin à leur grève.

Presque deux semaines. Depuis 11 jours, Anaïs Vogel, 35 ans, Ludovic Holbein, 38 ans, et le père Philippe Demeestère, 73 ans, ont cessé de s'alimenter pour réclamer "l'arrêt de la maltraitance des personnes exilées dans le Calais". Dans l'église Saint-Pierre de Calais où ils observent ce jeûne politique, les trois grévistes semblent toujours aussi déterminés.

Leurs revendications sont "modestes", disent-ils : l'arrêt des démantèlements des camps de migrants, l'arrêt des maltraitements sur les exilés, l'arrêt des saisies des affaires personnelles, l'arrêt des violences policières.

Et pour l'heure, la préfecture ne fait pas assez, selon les grévistes. Pourtant, le préfet du Pas-de-Calais, Louis Le Franc, est sorti de son silence. Il a décidé "d'accroître la fréquence des réunions de concertation organisées à la sous-préfecture de Calais" avec les associations qui "seront désormais mensuelles". Dérisoire, jugent les grévistes.

"Il n'y a pas d'espace de discussion quand quelqu'un meurt de froid, sous la pluie"

"Les décisions ne se prennent pas au niveau de la sous-préfecture [...] Il n'y a pas d'espace de discussion quand quelqu'un est en train de mourir de froid, sous la pluie, n'a pas accès à la

nourriture ou autre chose. Il n'y a pas d'espace pour dire : 'On va se retrouver dans une semaine pour en parler'", a déclaré à l'AFP le prêtre jésuite.

Le représentant de l'État compte également "établir un nouveau protocole de restitution des effets personnels que les migrants auraient pu perdre lors des opérations d'évacuation". Le nouveau dispositif "permettra de proposer un lieu de dépose plus accessible de ces effets, lesquels seront triés et séchés avant leur restitution aux migrants". Les associations d'aide aux migrants dénoncent régulièrement les vols systématisés de leurs affaires lors des expulsions de campements.

Pour l'heure, les trois grévistes restent dans l'église Saint-Pierre. Ils avaient entamé leur mouvement suite au décès d'une jeune Soudanaise de 16 ans [qui avait chuté d'un camion dans lequel il essayait de monter pour aller en Angleterre](#). "Des amis à lui ont assisté à sa mort et, quand ils sont revenus vers leur campement, ils se sont fait détruire leurs affaires", a affirmé Anaïs Vogel à InfoMigrants.

"Je veux croire que ça va marcher"

De nombreuses personnes se relaient auprès des trois grévistes pour surveiller leur état général. "Pour le moment ça va. Il y a des journalistes qui viennent, des bénévoles, des Calaisiens, des amis. Des médecins passent aussi tous les jours vérifier notre état de santé", a expliqué Anaïs Vogel.

Tous ces amis espèrent qu'une solution sera trouvée. "Je veux croire que ça va marcher mais dans le pire des scénarios, on perdrait quelqu'un d'indispensable...", s'est inquiétée Juliette Delaplace, chargée de mission du Secours catholique à Calais, [à Libération](#), et amie de Philippe Demeestère.

>> **À (re)lire** : [Calais : l'arrêté interdisant la distribution de repas aux migrants de nouveau reconduit](#)

Depuis des années, les ONG et associations qui travaillent sur le littoral nord auprès des migrants dénoncent leurs conditions de vie terribles, dans des campements insalubres, où les démantèlements sont quasi-quotidiens.

Depuis le début de l'année, près de 1 000 démantèlements ont été opérés à Calais, [d'après le collectif Human rights observers](#) (HRO). Une politique qui pourtant "ne marche pas", selon l'Auberge des migrants. Après les expulsions, les exilés reviennent s'installer quelques heures plus tard sur les lieux Et ce, malgré le "harcèlement quotidien dont ils sont victimes", déplore aussi HRO.

>> **À (re)lire** : ["Infliger la détresse" : Human Rights Watch dénonce la stratégie de l'État à Calais](#)

Selon la préfecture, 500 exilés sont actuellement présents à Calais. Mais, pour les associations, 1 500 à 2 000 personnes patienteraient dans la zone, en attendant de monter dans un camion ou de prendre la mer pour le Royaume-Uni, dont de nombreuses familles.